

les dossiers d'**AGROPOLIS** INTERNATIONAL

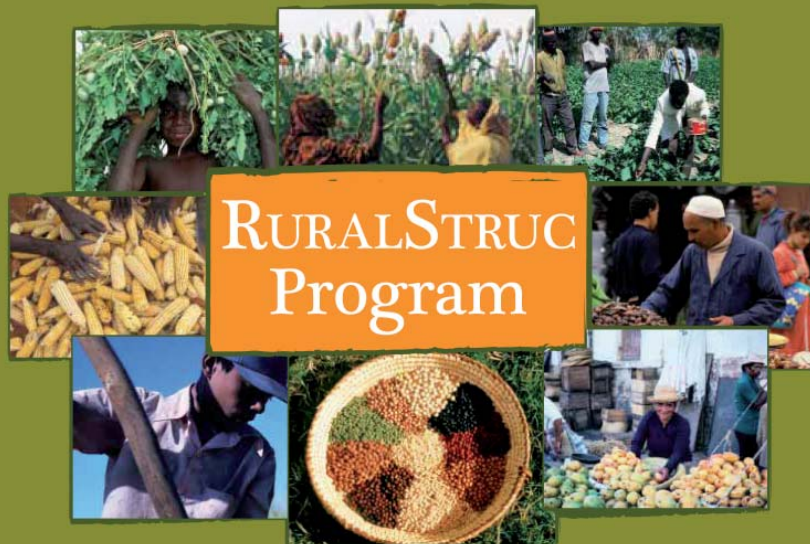
Compétences de la communauté scientifique



Sociétés et Développement Durable

Apport des sciences sociales

Numéro 7



Programme RuralStruc

Les dimensions structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural

D'une durée de trois ans (2006-2008), le programme RuralStruc (Banque mondiale, Agence française de Développement, MAEE, MAP, FIDA, Cirad) a pour objectif de mieux comprendre les dimensions structurelles des processus de libéralisation et d'intégration économique sur l'agriculture et le secteur rural des pays en développement. L'approche retenue ne se limite pas à la libéralisation des échanges mais inclut aussi d'autres aspects du processus de changement : réformes intérieures, désengagement de l'État, privatisation et décentralisation, recomposition des marchés agroalimentaires mondiaux.

Ce programme pluridisciplinaire, qui associe experts et chercheurs nationaux et internationaux, adopte une démarche comparative entre sept pays qui se situent à différents stades du processus de libéralisation et d'intégration économique (Mexique, Nicaragua, Maroc, Sénégal, Mali, Kenya et Madagascar). Deux phases d'analyse ont été retenues : (i) un état des lieux par pays (2006-2007) portant sur leur trajectoire de changement structurel en matière agricole et rurale et (ii) des études de cas sectorielles et régionales (2007-2008) reposant sur des enquêtes

L'objectif de l'UPR *Action collective, marchés et rénovation des politiques publiques* (ARENA, Cirad) est d'analyser les compromis qui fondent les politiques publiques et les coordinations de marché à différentes échelles géographiques et niveaux de décision. Sa problématique repose sur la question centrale suivante : dans quelles conditions et comment s'élaborent les compromis institutionnalisés entre les acteurs et en quoi contribuent-ils à améliorer durablement le fonctionnement des marchés agricoles et l'élaboration des politiques publiques favorisant l'augmentation de la valeur ajoutée, la gestion raisonnée des ressources naturelles, l'équité et la cohésion

sociale ? Les méthodes de recherche utilisées permettent de considérer à la fois l'individu et le groupe social et se réfèrent à différentes sciences sociales et agronomiques. Elles se fondent sur la collecte de données qualitatives et quantitatives *in situ* et s'inscrivent dans des démarches comparatives accordant une large place à la compréhension des dynamiques historiques, territoriales, sociales, économiques et politiques.

La diversité des terrains de recherche permet d'explorer les différentes formes de compromis élaborées et les récurrences qui apparaissent : Amérique latine (Brésil, Amérique centrale), Afrique (Afrique du Sud et de l'Ouest), Asie (Indonésie), outre-

après des ménages ruraux. Les principaux thèmes abordés sont :

- Les processus d'intégration (verticale et horizontale), leur impact sur la segmentation des structures de production et de commercialisation, notamment en termes de concentration et marginalisation ;
- les risques d'impasses de transition économique liés à ces processus dans les pays caractérisés par la faiblesse des alternatives en dehors de l'agriculture ;
- la recomposition des économies rurales en relation avec l'émergence de systèmes d'activités et de revenus composites et multi-locaux (activités non agricoles, migrations, transferts publics et privés).

Le programme est articulé dans chaque pays avec le débat sur les politiques publiques (entre les partenaires nationaux et avec les bailleurs de fonds) et ses résultats visent à améliorer la définition des politiques destinées au secteur agricole et au monde rural.

Contact : Bruno Losch, blosch@worldbank.org

mer français (Nouvelle-Calédonie, Mayotte). Les partenaires de l'UPR sont des universités, des centres de recherche et des bailleurs de fonds nationaux et internationaux, des organisations de producteurs, des collectivités territoriales et des services centraux et déconcentrés de l'État.

Les résultats attendus portent sur (i) la production de connaissances sur les conditions d'élaboration des compromis dans des contextes économiques et institutionnels très diversifiés, (ii) la production de démarches, méthodes et outils pouvant éclairer et accompagner l'élaboration et la négociation des politiques publiques. ...